

Consultation publique de la Commission de régulation de l'énergie sur le projet de déploiement du système de comptage évolué de GrDF

Réponse d'EDF

17 mai 2013

QUESTIONS RELATIVES AUX CARACTÉRISTIQUES DU PROJET DE COMPTAGE ÉVOLUÉ

Question 1 : Êtes-vous favorable aux modalités de déploiement envisagées par GrDF dans le scénario de référence (durée, volume etc.) ?

Les modalités de déploiement envisagées par GrDF dans le scénario de référence appellent un certain nombre de remarques. Tout d'abord, GrDF envisage un déploiement des concentrateurs sur une zone 3 à 6 mois avant le déploiement des compteurs mais ne s'engage pas sur le délai de communication moyen et propose uniquement une communication « *au plus tôt* ». Afin de réduire les risques d'incompréhension des utilisateurs, voire d'insatisfaction que les fournisseurs auraient à gérer, il apparaît en effet essentiel que les compteurs communiquent leurs index si possible dès leur pose. Un délai plus explicite et engageant pour GrDF serait donc souhaitable.

Ensuite, EDF remarque que la durée du pilote clients-fournisseurs est très courte (quelques mois tout au plus, dont les mois d'été). Ceci ne permettra pas au fournisseur de dimensionner précisément les impacts sur la relation client. Une période plus longue pour ce pilote est donc nécessaire.

Enfin, EDF constate que les délais de déploiement reposent sur l'hypothèse qu'un opérateur pose 16 compteurs ou modules par jour. Cette hypothèse étant structurante, elle devrait être documentée, à la fois sur les compteurs et sur les modules, sachant que les méthodes de pose sont probablement différenciées.

Question 2 : Quel est votre point de vue sur les besoins de coordination des deux projets de compteurs évolués en gaz et en électricité ?

EDF soutient qu'une coordination étroite en matière de communication externe est nécessaire pour garantir une bonne acceptation des compteurs évolués par les utilisateurs, en particulier en ce qui concerne le vocabulaire employé et la présentation des rôles des distributeurs et des fournisseurs. Ces derniers devront être associés aux actions menées dans ce cadre.

Une certaine coordination opérationnelle des déploiements pourrait être utile, en particulier pour ne pas susciter d'insatisfaction des utilisateurs lorsque les compteurs ne sont pas accessibles, par exemple dans les zones urbaines denses. Si une telle coordination était décidée, il serait primordial de veiller à ce qu'elle n'ait pas pour conséquence (i) une désoptimisation du déploiement des projets et, comme souligné dans le rapport de synthèse du comité de concertation du projet Gazpar, (ii) « *une dégradation des bilans économiques des deux projets* ». Comme envisagé par le comité de concertation, cette coordination doit être directement faite

par ERDF et GrDF qui sont les mieux à même de définir les actions de coordination utiles et d'éviter celles porteuses de risques de désoptimisation. EDF souligne, d'autre part, que l'éventuelle surveillance d'une telle coordination ne doit pas donner lieu à des dispositions contraignantes.

Enfin, les décisions finales d'investissements dans les deux projets Gazpar et Linky ne sont aujourd'hui pas liées. Il est donc souhaitable que l'analyse économique du projet de GrDF soit réalisée sans prendre en compte le déploiement de Linky.

Question 3 : Quel est votre point de vue concernant l'appréciation des gains de MDE liés à la mise en œuvre du système de comptage évolué de GrDF ?

Comme indiqué lors de précédentes consultations relatives au comptage évolué, EDF souligne que l'installation du compteur n'est pas suffisante en elle-même pour permettre des gains de MDE. Toutefois, elle peut permettre des comportements plus économes, résultants du seul fait de l'information procurée ou résultants des services qu'elle permet de déployer. Ainsi, EDF considère que si les gains de MDE sont pris en compte dans le calcul de valeur économique du projet Gazpar, alors il semblerait logique de prendre également en considération les investissements complémentaires nécessaires à la mise en œuvre des services de MDE.

De plus, EDF souhaite à nouveau attirer l'attention sur le fait qu'une communication grand public centrée sur les bénéfices MDE du compteur est susceptible de créer une confusion dans l'esprit du consommateur, dans la mesure où des évolutions comportementales de leur part sont nécessaires pour permettre des gains en matière de MDE.

Enfin, EDF note que l'évaluation des gains de MDE semble fragile et devrait être nuancée, ou, *a minima*, présentée sous forme d'opportunité qui reste à confirmer plutôt que sous forme de gain probable.

Question 4 : Quel est votre point de vue concernant une condition de résultats des appels d'offres pour mettre en œuvre le déploiement généralisé du système de comptage évolué de GrDF ?

Les prix des compteurs, des modules et des concentrateurs restent soumis à des incertitudes et la CRE envisage que le déploiement généralisé soit soumis à des conditions liées aux résultats des appels d'offres. Toutefois, avant de pouvoir se prononcer sur la pertinence de ces conditions, EDF considère que certaines précisions sont nécessaires quant aux principes structurants qui pourraient être retenus dans les consultations des fournisseurs (notamment si des engagements de moyens ou de résultats sont envisagés).

Question 5 : Quel est votre point de vue sur les opportunités permises par le développement des systèmes de comptage évolué en gaz ?

Comme indiqué lors de consultations précédentes, EDF souhaite souligner que le potentiel commercial de nouveaux services autour des données de consommation semble limité, au vu de l'absence de demande solvable de la part des consommateurs pour ce type de services. De plus, il est important que le consommateur puisse avoir une vision claire du rôle des différents acteurs qui souhaiteraient proposer ce type de services.

QUESTIONS RELATIVES AU TRAITEMENT TARIFAIRE DU PROJET DE COMPTAGE EVOLUE

Question 6 : Que pensez-vous de la mise en œuvre d'un cadre de régulation spécifique au projet de comptage évolué de GrDF ?

Sur le principe, EDF est favorable à un cadre de régulation spécifique au projet Gazpar, comme elle l'a d'ailleurs soutenu pour le projet Linky dans sa réponse à la consultation publique de la CRE du 6 novembre 2012, consacrée au TURPE 4. Outre la demande d'une rémunération bonifiée discutée à la question 9, EDF soutient notamment la mise en place d'une régulation spécifique pour inciter au respect des budgets et du planning pour les projets de compteurs évolués.

Question 7 : Avez-vous des remarques sur le mécanisme de régulation incitative envisagé par la CRE ?

Le mécanisme de régulation incitative envisagé par la CRE semble globalement adapté. Toutefois, EDF s'étonne de ce que le mécanisme proposé par la CRE amalgame régulation incitative et rémunération des risques du projet. De plus, pour pouvoir en apprécier pleinement la pertinence, des éléments quantitatifs sur le niveau des incitations serait utile, étant entendu qu'il est attendu que le niveau de la « *bonification sur la rémunération des investissements* » soit calé en cohérence avec le niveau des risques.

Question 8 : Que pensez-vous des indicateurs de suivi de la performance envisagés par la CRE ?

La liste des indicateurs de suivi de la performance envisagée par la CRE semble adaptée mais pourrait toutefois être complétée. Ainsi, des indicateurs relatifs aux situations pouvant générer de la charge de réclamations clients auprès des fournisseurs devraient être ajoutés. D'ailleurs, EDF remarque que GrDF propose un tel suivi de la satisfaction client et des réclamations dans sa proposition (p. 41 de l'annexe 1). Ainsi EDF propose les indicateurs complémentaires suivants :

- 1- délai entre la pose d'un compteur et la 1ère communication mensuelle d'index ;
- 2- volume de réclamations liées à la pose des compteurs ;
- 3- délai de résolution des réclamations liées à la pose des compteurs.

En outre, il serait souhaitable que les taux de publication mensuelle/quotidienne de données envisagés soient assortis d'un délai. En effet, un retard dans la publication mensuelle des données peut empêcher de facturer le client sur la base de cet index et une mise à disposition tardive des index quotidiens peut gêner le client dans le suivi de sa consommation.

Question 9 : Que pensez-vous de la demande de GrDF d'attribution d'une prime de 300 points de base concernant la rémunération des actifs de comptage de son projet ?

Sur le principe, EDF est favorable à l'attribution d'une telle prime, et a d'ailleurs proposé une disposition analogue à propos du projet Linky dans sa réponse à la consultation publique de la CRE du 6 novembre 2012. Cependant, EDF soutient la démarche de la CRE visant à lier le niveau de cette prime aux risques encourus par GrDF. Ainsi, une analyse de ces risques, en prenant en compte le régime de propriété des actifs concernés, serait nécessaire. En particulier, cette analyse devra étudier les mécanismes de régulation qui pourraient être

mis en œuvre pour gérer ces risques sans qu'ils soient nécessairement portés par les seuls consommateurs. Cette étude devra également permettre de comprendre comment est calculée la prime de rémunération des actifs du projet. Une fois qu'une référence de CMPC sera calculée en fonction des risques portés par GrDF, EDF partage la proposition de la CRE de pondérer le CMPC en fonction d'objectifs.

Question 10 : Que pensez-vous du traitement tarifaire envisagé par la CRE concernant la couverture des charges d'exploitation supportées par GrDF sur la période tarifaire en cours ?

EDF est favorable à la couverture des charges d'exploitation de la période 13-15 par le tarif ATRD4.

Question 11 : Que pensez-vous du traitement tarifaire envisagé par la CRE concernant la couverture des coûts échoués générés par le remplacement des compteurs par anticipation pendant la phase de déploiement ?

EDF est favorable à la couverture des coûts échoués en cas de non déploiement généralisé.

De plus, EDF est favorable à la couverture des coûts échoués liés au remplacement anticipé des compteurs actuellement en service à la valeur nette comptable et non pas à la valeur économique. En effet, GrDF percevra un loyer économique sur les compteurs Gazpar nouvellement installés. Enfin, si les compteurs déposés sont recyclés, la couverture des coûts échoués devra tenir compte de la valorisation liée à ce recyclage.

Question 12 : Que pensez-vous de la demande de GrDF concernant la réévaluation annuelle de ses actifs de systèmes d'information spécifiques au projet de comptage évolué ?

EDF est favorable à la réévaluation annuelle des actifs de systèmes d'information spécifiques aux projets de comptage évolué, dans le secteur du gaz comme dans celui de l'électricité.

QUESTIONS RELATIVES AU LANCEMENT DE LA PHASE DE DEPLOIEMENT GENERALISE DE LA SOLUTION

Question 13 : Êtes-vous favorable au lancement du déploiement généralisé du projet de compteurs évolués de GrDF dans les conditions présentées dans ce document ?

Dans la mesure où les commentaires apportés aux questions précédentes sont pris en compte, EDF est favorable au lancement du déploiement généralisé du projet de compteurs évolués de GrDF.

Question 14 : Avez-vous toute autre remarque sur le projet de comptage évolué de GrDF ?

EDF constate que la question de la durée de vie des compteurs n'est pas évoquée, en particulier la sensibilité du bilan économique du projet au risque d'une durée plus courte.

Par ailleurs, EDF note que l'étude technico-économique fait mention d'un bilan économique des fournisseurs neutre. En particulier, cette étude retient 10 M€ de coûts SI pour l'ensemble des fournisseurs. EDF souhaiterait connaître les sources de ce chiffre. De plus, l'étude technico-économique présentée par la CRE considère que le déploiement de Gazpar se traduit par un bilan neutre pour les fournisseurs, étant supposé que « l'amélioration du service client, apportée par le compteur, compense la diminution des revenus liés à la baisse

de la consommation ». Cette hypothèse, qui n'est pas étayée, est capitale dans la construction de l'analyse du projet mais semble particulièrement fragile.

Enfin, EDF remarque qu'il est prévu que le site web géré par GrDF permette une centralisation chez le GRD de données techniques mais également d'informations personnelles comme l'identité des clients. Cette juxtaposition de données techniques et de données personnelles est une nouveauté importante, il est donc souhaitable que la liste précise des données personnelles concernées soit connue. De plus, ces données personnelles n'étant accessibles à des tiers qu'avec l'accord du client, il est particulièrement important que les modalités de consentement du client soient clairement définies.

ooOoo